



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique industrielle

Question au Gouvernement n° 951

Texte de la question

SITUATION DE MICHELIN À JOUÉ-LÈS-TOURS

M. le président. La parole est à M. Laurent Baumel, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Laurent Baumel. Monsieur le ministre du redressement productif, la direction du groupe Michelin a annoncé hier la suppression d'ici au premier semestre 2015 de 730 emplois sur les 960 que compte aujourd'hui son site de Joué-lès-Tours, dans ma circonscription. Certes, Michelin semble inclure cette décision dans un plan d'ensemble comprenant des investissements importants en France. Néanmoins, cette décision est, selon vos propres mots, monsieur le ministre, une " déflagration " pour Joué-lès-Tours et la Touraine. C'est un véritable choc, aussi bien pour les salariés qui vont perdre leur emploi que pour leurs familles, les sous-traitants qui travaillaient pour Michelin et l'ensemble du tissu économique local.

Comme pour d'autres territoires qui ont subi ce type de décisions, je pense à tous ces salariés qui ont acheté leur maison, construit leur vie familiale et qui ne pourront accepter d'être déplacés comme des pions dans un plan de reclassement. Au-delà des salariés, c'est un territoire qui se sent abandonné, car Michelin fait partie de son histoire depuis cinquante ans. Les Tourangeaux ont beaucoup donné à ce groupe et contribué à ce qu'il devienne le fleuron industriel mondial que l'on connaît. Dans ces conditions, monsieur le ministre, les élus et la population ne pourront se satisfaire de mesures d'accompagnement.

Certes, nous sommes conscients de la baisse du marché du pneu poids lourds, mais nous voulons d'abord connaître le bien-fondé industriel, et non simplement financier, d'une décision de regroupement de toute cette activité sur le seul site de La Roche-sur-Yon, surtout lorsque l'on considère les deux milliards d'euros de bénéfice réalisés par le groupe l'année dernière et sa responsabilité morale et humaine vis-à-vis de la Touraine. Nous demandons que Michelin réinvestisse aussi sur le site de Joué-lès-Tours pour y développer de nouvelles activités économiques et de nouveaux emplois industriels.

C'est pourquoi, monsieur le ministre, nous souhaiterions savoir si vous êtes entré en contact avec la direction de Michelin pour obtenir des explications...

Mme Claude Greff. Mais il le savait depuis longtemps !

M. Laurent Baumel. ...sur ce qui a motivé ses choix. Pouvez-vous nous dire si le Gouvernement compte interpeller le groupe Michelin afin d'obtenir la garantie que celui-ci investisse à Joué-lès-Tours ?

(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)

M. le président. La parole est à M. Arnaud Montebourg, ministre du redressement productif.

M. Arnaud Montebourg, *ministre du redressement productif*. Michelin a en effet pris la décision de redéployer ses activités industrielles pour résister aux attaques, souvent déloyales d'ailleurs, des pays *low cost* dans le pneu poids lourds. Cette mesure est nécessaire, car nous risquons inévitablement de perdre tôt ou tard cette activité productive sur la base industrielle France. Les mesures que nous avons demandées à Michelin sont d'abord des mesures de considération pour les salariés, mais aussi pour le territoire, notamment à Joué-lès-Tours où il y a eu en effet une véritable déflagration.

Plusieurs députés du groupe UMP. Trop de charges !

M. Arnaud Montebourg, *ministre*. Les premières mesures sont les mesures d'âge pour les salariés les plus âgés, avec une prise en charge par Michelin de l'accompagnement vers la retraite. S'agissant des 430 salariés qui ne sont pas concernés par ces mesures d'âge, nous avons demandé au groupe qu'il se débrouille et qu'il assume

sa responsabilité économique, sociale et humaine. Premièrement, il doit proposer à ceux qui n'accepteront pas la mobilité à l'intérieur des autres sites Michelin de retrouver un travail dans la région de Tours. (*Exclamations sur les bancs du groupe GDR.*)

M. André Chassaigne. Ah, chapeau !

M. Arnaud Montebourg, *ministre*. Deuxièmement, nous avons demandé à Michelin de procéder à la réindustrialisation, en tenant compte du fait que l'entreprise maintient, en y investissant 22 millions d'euros, 200 emplois sur le site de Joué-lès-Tours, pour des activités de spécialités qui serviront l'ensemble des autres usines du groupe.

L'ensemble de ces éléments m'amène à vous proposer que les élus du territoire, le Gouvernement et les partenaires sociaux entrent en dialogue avec la direction de Michelin, de manière à ce que la responsabilité de celle-ci, qui est engagée, soit effectivement exercée. Nous l'avons fait dans d'autres dossiers. Nous savons le faire. Si tout le monde s'y met, nous pourrions réussir. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Laurent Baume](#)

Circonscription : Indre-et-Loire (4^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 951

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Redressement productif

Ministère attributaire : Redressement productif

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [12 juin 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [12 juin 2013](#)